

La nouvelle orientation de la coopération internationale est diversement appréciée

L'aide au développement divise

Coopération ► Lien entre aide au développement et migration, montants des fonds alloués, retrait d'Amérique latine: tels sont quelques-uns des points d'achoppement qui ressortaient vendredi de la consultation sur l'orientation de l'aide internationale pour les années à venir.

C'était la première fois que le projet qui trace les grandes lignes de la coopération internationale pour une période de quatre ans était soumis à une procédure de consultation facultative.

Le projet prévoit que dorénavant la coopération et l'aide au développement tiendront mieux compte des intérêts de la Suisse, notamment en matière de politique migratoire. Pour le PLR, il est positif qu'un plus grand poids soit enfin accordé à la migration.

Il attend désormais que cela se traduise par des actes sur le terrain. Outre le renforcement du dialogue et des partenariats migratoires, il convient de s'efforcer de conclure de nouveaux accords de réadmission, ajoute-t-il.

Pas plus de 2 milliards par an

L'UDC soutient l'orientation générale du projet, et son redimensionnement géographique et thématique. Mais la droite dure exige le plafonnement de l'aide au développement à 2 milliards de francs par an. Les moyens libérés doivent selon elle servir à assainir l'AVS.

La contribution apportée aux ONG, de 8 millions par an, doit elle être abaissée à 4 millions. Fondamentalement, l'aide au développement doit être alignée de façon plus conséquente sur les intérêts de la Suisse, considère l'UDC.

Pour le PDC, une plus forte prise en compte de la question migratoire paraît pertinente. Plus généralement, la stratégie présentée, qui contient des demandes énoncées depuis long-



Le budget de la Suisse pour la coopération internationale se monte à 0,45% du PIB, alors que l'ONU préconise une part de 0,7%. KEYSTONE

temps par le parti, va pour lui dans le bon sens.

Pas de conditionnalité stricte

Le PS et Caritas se réjouissent que le lien entre aide et politique migratoire ne soit pas soumis à une conditionnalité stricte. Ce dernier note toutefois que le rapport réduit l'interaction complexe entre migration et aide au développement au seul but de réduire la pression migratoire.

«La Suisse doit mettre ses dispositifs d'aide humanitaire et de coopération au développement au service de la réduction de la pauvreté, et non pas de la

La Suisse se désengagera progressivement d'Amérique latine d'ici à 2024

politique migratoire», insiste pour sa part la Croix-Rouge suisse.

Moyens insuffisants

Pour la période 2021 à 2024, le projet prévoit un budget de 11,37 milliards, une somme insuffisante pour les organisations actives dans le développement et le PS. Cela correspond à 0,45% du revenu national brut (RNB) de la Suisse. Or le parlement a fixé comme objectif d'y consacrer 0,5% du RNB et le Conseil fédéral s'est engagé à relever cette part à 0,7%, comme prévu par l'Agenda 2030, rappelle notamment Swisssaid.

Le PLR indiquera pour sa part qu'il se prononcera sur la part d'aide au développement ultérieurement, lorsque le message sera établi. Il souligne toutefois que, plus qu'un objectif rigide, c'est l'efficacité avec laquelle les moyens sont utilisés qui est déterminante.

Mieux définir les objectifs

Plusieurs autres acteurs consultés estiment que les objectifs de l'aide au développement sont formulés de façon trop vague. La création d'une croissance économique endogène doit être la principale priorité, avance le PLR.

Pour l'Union syndicale suisse (USS), Alliance sud, Swisssaid, le PS, la Croix-rouge suisse mais aussi l'Académie des sciences naturelles, les objectifs de la coopération suisse devraient être alignés sur ceux de l'Agenda 2030 de l'ONU, ce qui implique avant tout la réduction de la pauvreté.

Pour atteindre ces objectifs, il ne suffit pas de se reposer sur la coopération internationale. La politique suisse doit améliorer sa cohérence tous départements confondus. Cela concerne en particulier sa politique commerciale, fiscale et financière. Cette exigence doit être explicitement mentionnée, demandent notamment Alliance sud, le PS et l'USS.

Désengagement d'Amérique latine

Le projet prévoit un recentrage de l'aide internationale helvétique sur quatre régions et 34 pays prioritaires au lieu de respectivement six et 46 actuellement. En conséquence, la Suisse se désengagera progressivement d'Amérique latine d'ici à 2024.

La concentration est nécessaire. La politique de développement doit être réaliste et pour qu'elle ait un effet, les fonds doivent être utilisés de manière ciblée, écrit le PLR. Pour le PDC, une pesée d'intérêts s'impose encore avant une décision définitive.

Swisssaid estime pour sa part qu'au vu des difficultés politiques sur le sous-continent, un départ pur et simple de l'aide suisse «aurait des répercussions désastreuses pour les populations locales».

Si elle juge «compréhensible» le retrait de la coopération bilatérale dans la mesure où les pays concernés sont à revenu moyen, Caritas se montre en revanche préoccupée par le sort d'Haïti. Ce pays «devrait être considéré comme un cas à part». ATS

Dramatique pollution au plomb

Zambie ► Vingt-cinq ans après la fermeture des mines, les habitants de Kabwe sont toujours exposés à des taux alarmants.

Les enfants vivant dans la ville de Kabwe, dans le centre de la Zambie, sont toujours exposés à des niveaux élevés de plomb, a déclaré Human Rights Watch vendredi. Cela fait vingt-cinq ans que les gisements ne sont plus exploités dans la région.

Selon un rapport de l'ONG de défense des droits humains, la ville de la région de Copperbelt présente encore des niveaux extrêmes de contamination au plomb et les enfants continuent d'être exposés à des niveaux toxiques élevés dans le sol et la poussière autour de leurs maisons, écoles et aires de jeux.

«Le gouvernement zambien est conscient que Kabwe est gravement contaminée depuis des décennies, c'est le cas depuis les années 1990 et les efforts de nettoyage ont été insuffisants», a déclaré Joanna Naples-Mitchell, responsable des droits des enfants chez HRW et auteur du rapport. «Il s'agit d'une urgence de santé publique et le gouvernement ne réagit pas avec le sentiment d'urgence qui s'impose. Il s'agit d'une crise», a-t-elle dit.

Selon le rapport, même si les mines de plomb et de zinc ont fermé depuis 1994 dans la ville, di-

verses études médicales menées au cours des sept dernières années montrent que les taux de plomb dans le sang des enfants y sont encore élevés.

Entre 2003 et 2011, la Banque mondiale a financé un projet gouvernemental visant à nettoyer les townships touchés de Kabwe ainsi qu'à tester et à soigner les enfants. Mais quelque 76 000 personnes, soit un tiers de la population de la ville, vivent toujours dans des zones contaminées.

Une étude publiée l'année dernière et citée par HRW estime que plus de 95% des enfants des townships entourant la mine de plomb ont des niveaux élevés de plomb dans le sang et qu'environ la moitié nécessitent une intervention médicale, a déclaré M^{me} Naples-Mitchell.

Kabwe, à environ 150 kilomètres au nord de Lusaka, est l'un des endroits les plus pollués au monde par des décennies d'exploitation minière, avec de graves conséquences sanitaires. Il y a trois ans, le gouvernement a lancé un autre projet quinquennal financé par la Banque mondiale pour nettoyer les quartiers contaminés au plomb et effectuer de nouveaux tests et traitements.

Dans une lettre à HRW du mois dernier, le gouvernement a dit ne pas disposer des ressources suffisantes pour faire face à l'ampleur de la contamination. ATS/AFP

Bolsonaro conspué à Genève

Amazonie. Une centaine de personnes ont protesté vendredi devant le consulat du Brésil à Genève contre la politique du président brésilien d'extrême droite, Jair Bolsonaro. Les manifestants ont appelé à sauver la forêt amazonienne qui est en feu. «Le gouvernement actuel, qui veut exploiter la forêt, s'en fiche», a déploré Carla Silva Hardmeyer, une Brésilienne qui fait partie du Comité pour Lula Libre de Genève. Comme les autres manifestants, elle répondait à l'appel du mouvement Grève pour le climat. En colère, les manifestants ont fustigé Jair Bolsonaro. Parmi les pancartes on pouvait lire: «Bolsonaro + Trump = criminels» ou «Burn Fascists not Forests» avec le visage de M. Bolsonaro. La manifestation s'est déroulée sous la surveillance étroite de la police qui bloquait l'accès à l'entrée du consulat. D'autres rassemblements étaient organisés en Suisse à Zurich, Berne Bâle et Lausanne, avec une



bonne centaine de personnes sur la place Saint-François, ainsi que dans plusieurs villes européennes. «Au cours des derniers mois, des incendies ont ravagé les forêts et la toundra en Arctique. Et maintenant, les poumons de la terre ont été incendiés», a déclaré dans un communiqué Inès Marthaler du

mouvement Grève pour le climat. «Le monde entier regarde. Cela ne peut pas continuer comme ça!» a-t-elle ajouté. Des manifestations étaient également prévues dimanche dans plusieurs villes brésiliennes.

ATS/KEYSTONE

Lire aussi en page 10